

En lutte dans l'automobile : Renault, Ford...

mercredi 8 octobre 2008, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 3 octobre 2008).

Sommaire

- [RENAULT-SANDOUVILLE : La \(...\)](#)
- [Menaces sur Ford Blanquefort](#)

RENAULT-SANDOUVILLE : La colère

Les salariés du site Renault de Sandouville (Seine-Maritime, près du Havre) se sont mis en grève contre les suppressions d'emplois et le chômage technique.

L'annonce, en juillet, de la suppression de 1 000 emplois, sur les 4 000 que compte le site Renault de Sandouville, avait plutôt engendré un sentiment de fatalité parmi les salariés. Depuis plusieurs années, la chute des effectifs et l'absence chronique de perspectives de développement industriel pour cette usine, pourtant moderne, avaient installé l'idée de l'irréversibilité de la fermeture.

Mais, mardi 23 septembre, un rebondissement s'est produit, avec l'annonce par la direction d'une semaine sur deux de chômage technique, en octobre et novembre. Cette véritable provocation se traduit par la perte de 400 euros en moyenne par salarié. Les salariés se sont donc mis en grève, dès le mardi 23 septembre, reconduisant le mouvement le mercredi et le jeudi en bloquant la zone industrielle. Ils ont été soutenus par des actions similaires de l'usine Renault de Cléon (Rouen). L'après-midi du jeudi 25 septembre, plus de 1 200 salariés du site ont participé à une manifestation appelée par l'union départementale de la CGT sur les salaires et l'emploi, soutenue par une intersyndicale large de la ville du Havre. Cette manifestation a rassemblé près de 2 000 personnes, dont les salariés des équipementiers et sous-traitants de Renault (Faurecia, Plastic Omnium) et des délégations syndicales et d'entreprises en grève dans le département (EDF, employés territoriaux du Havre, Total, Grande Paroisse, etc.). Vendredi 26 septembre, des centaines de salariés cessent spontanément le travail dans les ateliers. Par rapport au début du mois, le ton est monté. Les salariés de Sandouville ne sont plus résignés et des débuts de convergence s'opèrent.

L'enjeu est bien la construction d'un mouvement combinant la grève et les actions dans l'entreprise, la solidarité avec les équipementiers et la recherche d'une mobilisation unitaire la plus large possible contre les licenciements. D'autant que le taux de chômage dans l'agglomération havraise est déjà largement supérieur à la moyenne nationale et que d'autres entreprises licencient : fermeture récente de l'usine chimique de Millénium occupant 300 salariés, des centaines de suppressions d'emplois à l'hôpital, privatisations des portiques du port autonome, etc.

Il s'agit de passer de la colère à la conviction que la bataille pour l'emploi est possible, l'usine de Sandouville étant un outil de travail performant. La LCR s'est dite disponible pour participer à la mise en place d'un collectif de défense de l'emploi au Havre, qui permettrait de résister collectivement à la destruction des outils industriels et des services publics. La perspective d'une manifestation dans la ville, contre tous les licenciements, doit être mise rapidement en débat.

Correspondants

* Paru dans Rouge n° 2268, 02/10/2008.

Menaces sur Ford Blanquefort : centaines de salariés au salon de l'automobile

PARIS, 4 oct 2008 (AFP) - Plusieurs centaines de salariés de l'usine Ford de Blanquefort (Gironde) et des élus locaux se sont rendus samedi au salon « Mondial de l'automobile » à Paris pour protester contre l'éventualité de la fermeture en 2010 de leur site de production, qui emploie quelque 1.600 personnes.

« *Ford Blanquefort en danger* », était-il écrit sur une banderole CGT. « *Au lieu de sauver les banques, sauvons les salariés* », pouvait-on lire sur une pancarte. Les élus du Comité d'entreprise de Ford Aquitaine Industries (FAI) avaient affrété pour 43.000 euros un train au départ de Bordeaux dans lequel ont voyagé près de 600 personnes. Elles ont pris la parole et distribué des tracts devant l'entrée principale du salon, le jour de son ouverture au public.

Les manifestants, portant un t-shirt avec l'inscription '*Sauvons les emplois de Ford Blanquefort*', se sont ensuite rendus sur le stand du constructeur, où ils ont apposé quelques autocollants « *Sauvons nos emplois* » sur des voitures en exposition et crié « *On veut du boulot, pas du baratin* ».

Outre des salariés, étaient présents une quarantaine d'élus PS, PC, Verts, Modem et LCR de la région Aquitaine, qui ont participé aux frais d'organisation du voyage.

« *Nous sommes venus montrer aux visiteurs que l'automobile c'est des profits d'un côté et des licenciements de l'autre. Il y a la vitrine avec les voitures neuves et il y a 1.600 salariés de Ford menacés de fermeture d'ici avril 2010* », a déclaré à la presse Philippe Poutou, secrétaire adjoint CGT de l'usine. Quant aux repreneurs possibles, « *nous avons l'impression que ce sont des discours de la direction pour nous endormir* », a-t-il ajouté. Francis Wilsius, secrétaire CFTC du comité d'entreprise de FAI, a regretté qu'« *à un peu plus d'un an de l'échéance fatale nous ne sachions rien de concret* ». ic/im/DS

Solidarité avec les salariés de Renault en lutte.

Communiqué de la LCR

Carlos Gohn, le PDG de Renault, enchaîne les provocations. Après avoir officialisé 6 000 suppressions d'emplois à Renault avec les répercussions inévitables chez les sous-traitants, il vient de décréter 15 jours de chômage forcé en octobre et novembre.

La colère gronde parmi les salariés de Renault Sandouville, site déjà frappé par la suppression de 1000 emplois.

La LCR partage l'indignation et la révolte des salariés de Renault et soutient la mobilisation

enclenchée par les ouvriers de Sandouville ces derniers jours.

La direction de Renault veut faire payer le ralentissement économique dans l'automobile aux salariés pour pouvoir poursuivre l'augmentation des dividendes versés aux actionnaires, l'objectif étant de 6% en 2009. Des journées d'action et de grève sont prévues dans l'automobile en septembre et en octobre. Les licenciements frappent aujourd'hui de très nombreux salariés dans différents secteurs. Pour s'opposer aux suppressions d'emplois, il est nécessaire de construire une mobilisation unitaire et interprofessionnelle qui rassemblerait tous les salariés des différents secteurs frappés par les licenciements.

Le 25 septembre 2008.